

Rentrée scolaire : un « hommage » et des inquiétudes

Comment retourner en classe après l'attentat qui a frappé l'école, le 16 octobre à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) ? Au soir du début des vacances d'automne, un enseignant d'histoire de 47 ans, Samuel Paty, était assassiné en pleine rue, pour avoir montré des caricatures de Mahomet lors d'une séance d'enseignement moral et civique (EMC) sur la liberté d'expression. Un «hommage » doit lui être rendu lundi dans tous les établissements scolaires. Une minute de silence suivra la lecture de la « Lettre aux instituteurs et institutrices » de Jean Jaurès. Depuis ce drame, les enseignants se questionnent. Comment retrouver les élèves après les congés, accueillir leur parole sans flancher, avec la crainte de revivre les contestations d'il y a cinq ans, après l'attentat contre Charlie Hebdo? Comment continuer, ensuite, à éduquer à la liberté d'expression et au respect de chacun ? « On est en vacances, mais on cogite », résume Mathieu (plusieurs enseignants interrogés souhaitent garder leur anonymat) , professeur d'histoire dans un lycée de Sarcelles (Val-d'Oise) . Pendant les congés, les courriels ont fusé, les groupes sur la messagerie WhatsApp ont bruisé de réactions, de questions, d'échanges de supports pédagogiques pour évoquer la liberté d'expression en classe. Pour préparer la rentrée, et pour s'inquiéter, aussi, de cet hommage voulu par Jean-Michel Blanquer à l'heure où les mesures sanitaires sont renforcées dans les écoles. Depuis l'annonce du deuxième confinement, son organisation a été allégée. Dans un courrier adressé vendredi soir aux professeurs, le ministre de l'éducation nationale est revenu sur sa proposition de banaliser un « temps d'échange » de deux heures pour les enseignants entre 8 et 10heures. Les cours reprendront «normalement», et la minute de silence, organisée en classe ou dans la cour «dans le respect des règles sanitaires», «pourra être précédée d'un temps pédagogique, en classe, autour des valeurs de la République et de son école». Il n'est plus question d'accueillir des élus dans les établissements, et seule la lecture de la lettre et la minute de silence sont obligatoires. Pour certains, retrouver de la souplesse dans l'organisation des retrouvailles est plutôt une bonne chose. « Je ne sais pas si organiser quelque chose de massif, le premier jour, a beaucoup de sens, s'inquiète Mathieu, à Sarcelles. Mais évidemment, si les élèves ont des questions, on sera là pour y répondre. » Ecouter, discuter, recueillir les réactions sont les maîtres mots. Dans ce contexte, le choix de la lettre de Jaurès est parfois remis en question : « C'est un texte long, note Héléne, professeure de mathématiques en lycée professionnel. Il y aura forcément des remarques, des rires Comme il y a cinq ans. » Dans sa lettre aux enseignants diffusée vendredi soir, Jean-Michel Blanquer précise que « la minute de silence de lundi doit être respectée. Tout problème en la matière est à signaler à la cellule "Valeurs de la République" du rectorat. » « SEULE FACE À MA CLASSE » Le précédent est en effet dans toutes les têtes. Dès le lendemain de l'attentat dans les locaux de Charlie Hebdo, certains enseignants s'étaient heurtés à un mur, à des élèves « dans la provocation », affirmant que les caricaturistes avaient « bien cherché » leur assassinat. L'éducation nationale avait ensuite enregistré officiellement deux cents «contestations» de l'hommage aux journalistes. Des faits minoritaires, mais qui ont marqué durablement le corps enseignant. « Ce jour-là, je me suis sentie seule face à ma classe, je ne savais plus comment communiquer avec eux, rapporte Anne, enseignante de français à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) . Je n'avais pas imaginé un seul instant qu'ils puissent ne pas ressentir la même chose que moi. A l'époque, j'avais trop parlé, et c'était une erreur. Cette fois, je vais les laisser parler, eux. » Isabelle, qui enseigne les lettres dans un lycée «mixte» de la périphérie de Strasbourg (Bas-Rhin) , adoptera la même posture d'écoute. «Si on dit à l'autre que sa parole n'est pas légitime, on ne peut pas argu-menter ensuite, explique-t-elle. On conforte les élèves dans l'idée qu'ils sont censurés, rejetés. » Isabelle a connu en classe « des réflexions hostiles aux principes de la République» mais dit avoir aujourd'hui «les épaules » pour y faire face. DES « EFFETS DE GROUPE » Car, même avant « Charlie », des enseignants ont été confrontés à des «remises en question» de principes fondamentaux. Des événements toujours décrits comme «rares» ou «minoritaires», qu'ils ont parfois «bien gérés», parfois moins, en fonction aussi des disciplines. «Nous, les profs d'histoire, on est un peu armés, veut croire Isabelle, qui enseigne en lycée au Havre (Seine-Maritime) . Je n'ose même pas imaginer ce que ça doit être pour les autres. » Ceux qui n'abordent pas les valeurs républicaines ou les religions comme fait historique ont aussi moins l'occasion d'être confrontés à des moments d'achoppement. «Moi, je suis prof de maths, rappelle ainsi Héléne, à Paris. Mon problème, ce sont plutôt les élèves qui pensent que la Terre est plate, ou qui réfutent les théories de Darwin. Et j'ai la science de mon côté pour démontrer les faits. » En vingt ans de carrière, Magali CadotPayre, professeure de français au collège La Tourette, à

Lyon (Rhône) , a exercé dans deux secteurs sociologiquement très différents. A Vaise, quartier mixte et populaire, elle a rencontré «certaines fermetures d'esprit», avec des « effets de groupes » qui pouvaient contester les libertés républicaines. Elle se souvient aussi d'un père qui refusait de voir sa fille faire du théâtre, parce qu'il ne supportait pas la représentation. Il a fallu de longues discussions pour permettre à la collégienne d'accéder à la création artistique, en respectant le programme scolaire et le souhait personnel de cette élève. Dans le 4e arrondissement de Lyon, beaucoup plus favorisé, les élèves participent à tous les sujets, sans difficulté. «Les conditions de vie déterminent l'ouverture au monde », constate-t-elle. D'autres croient au contraire que les contestations peuvent survenir partout, quels que soient les milieux sociaux et les appartenances confessionnelles. «Le fait de pouvoir critiquer le fondement de tout, qui est la base de la philosophie, génère une inquiétude, analyse Marc Rosmini, qui enseigne la philosophie à Marseille. Et pas seulement chez les élèves de confession musulmane. Nous sommes dans un temps où on aime les certitudes. » Face aux croyances et aux convictions, les enseignants apprennent à déconstruire, argumenter, apporter des preuves. La clé est de «rester rationnel», en faisant comprendre que l'on n'entrera pas sur le terrain des croyances. « Quand je sais que ça va être compliqué, je prépare des documents sources, rapporte Mathieu, de Sarcelles. Cela montre que nous disposons de matériaux historiques qui permettent d'affirmer ceci ou cela, que ça ne relève pas de l'opinion. Il faut prendre le temps de refaire des catégories intellectuelles, pour être sûr que l'on parle avec les mêmes mots.» Comme tous les enseignants interrogés, Mathieu assure ne s'être « jamais autocensuré ». «Les contenus dits sensibles varient selon les publics, les lieux, les âges, rappelle-t-il. C'est dans mon intérêt de m'adapter pour que mon cours marche. Et adapter les contenus au public, c'est la base de l'enseignement. » « LES DERNIERS MAILLONS » En cours de philosophie, Marc Rosmini a lui aussi l'habitude de désamorcer les sujets sensibles - et de gérer un sentiment, rapporté par beaucoup d'enseignants après les attentats de janvier 2015, d'un « eux » (les élèves) contre « nous ». « Certains élèves pensent que tous les professeurs sont des athées et que la philosophie est là pour détruire la religion, rapporte l'enseignant de 50 ans, qui pilote également le groupe de formation académique à l'enseignement moral et civique (EMC) . Je leur montre alors que dans le programme, de saint Augustin à Pascal en passant par Averroès, la majorité des auteurs étudiés sont des croyants. La pensée rationnelle, ce n'est pas une guerre contre la religion. » Dans tous les cas, il faut discuter. Mais encore faut-il avoir des armes. L'enseignement moral et civique repose sur les enseignants d'histoire-géographie, comme Samuel Paty. « Après chaque attentat, il y a une charge particulière sur les profs d'histoire-géographie, assure Estelle, qui enseigne ces disciplines dans un lycée de quartier sensible à Strasbourg. Nous sommes les derniers maillons d'une chaîne et on nous demande l'impossible. » La question de la laïcité se pose partout. « Face à un élève qui conteste la théorie de l'évolution ou qui refuse de mettre sa tenue pour le sport, un prof de sciences ou d'EPS doit pouvoir répondre au niveau épistémologique, et produire un discours construit», insiste Marc Rosmini. Depuis 2017, des cellules «valeurs de la République» sont chargées, dans chaque rectorat, de venir en aide aux enseignants qui font face à des «atteintes à la laïcité». L'éducation nationale en a enregistré 935 entre septembre 2019 et mars 2020, selon des chiffres diffusés début octobre par le ministère. Les contestations d'enseignement représentent 15 % de ces faits. Avant l'assassinat de Samuel Paty, la proviseure de son collège avait sollicité l'équipe de l'académie de Versailles. Le sentiment d'être «soutenu» par la hiérarchie varie ainsi d'un établissement à l'autre. Si certains assurent que leurs proviseurs ou le reste de l'équipe pédagogique ne les «lâcheront jamais», d'autres ont des expériences plus douloureuses. «J'ai senti la pression autour de l'islam monter tout au long de mes vingt et un ans de carrière, rapporte ainsi Séta Kilndjian, professeure d'histoire au lycée Victor-Hugo de Marseille. C'était d'abord le halal à la cantine, puis la question du voile, qui n'a pas été gérée par l'institution. La religion a pris une place qui n'est pas la sienne.» Dans la salle des profs, l'enseignante se sent parfois bien seule. « Dès que tu dis quelque chose, tu peux être traitée d'islamophobe par des collègues qui essaient de ménager la chèvre et le chou, regrette-t-elle. A tout pardonner, à tout excuser, on finit par vivre des situations ingérables. » Pour la plupart des enseignants, après « l'effroi » et « l'horreur », la rentrée de lundi ouvre aussi l'espoir de sortir du monde «binaire» dans lequel l'assassinat de Samuel Paty a plongé la planète médiatique. « Il y a des choses évidentes pour nous qui ne le sont pas pour nos élèves, plaide ainsi Anne, l'enseignante d'Aubervilliers. Ça ne sert à rien d'asséner des principes pour se prendre le mur. » «Aujourd'hui, on demande aux gens de se positionner de façon très binaire, regrette également Marc Rosmini. Soit vous diffusez les caricatures, soit vous êtes complices des terroristes. S'il y a un endroit où l'on doit enseigner la nuance, la complexité, c'est bien l'école. » ? « CHARLIE HEBDO » EST DANS TOUTES LES TÊTES. DÈS LE LENDEMAIN DE L'ATTENTAT,

Date : 01/11/2020

Pays : France

Page : 4

Quotidien

Le Monde

CERTAINS ENSEIGNANTS S'ÉTAIENT HEURTÉS À DES ÉLÈVES « DANS LA PROVOCATION » « À TOUT PARDONNER, À TOUT EXCUSER, ON FINIT PAR VIVRE DES SITUATIONS INGÉRABLES » SÉTA KILNDJIAN professeure d'histoire au lycée Victor-Hugo, à Marseille VIOLAINE MORIN, GILLES ROF (À Marseille) , RICHARD SCHITTLY (À LYON) ET STÉPHANIE WENGER (À STRASBOURG)

